La ministre Florence Parly sur la mort des deux soldats français à Ménaka : "la motivation, la pugnacité et l'abnégation des militaires français demeurent intactes face aux groupes terroristes"

T63

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI **05 JANVIER** 2021

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Rentrée scolaire 2020-2021 : Les classes resteront fermées jusqu'au 25 janvier 2021



Industrialisation : La Délégation de l'Union Européenne aux côtés du Mali



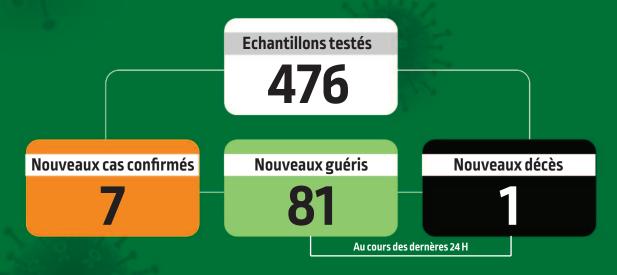
Hommage au Premier Ministre MODIBO KEITA

REPOSE EN PAIX EXCELLENCE

COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au lundi 04 janvier 2021



Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

7260

dont 2793 font l'objet d'un suivie médical Guéris

4994

Décès

279

dont 65 dans la communauté



OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ===000===

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI Un Peuple-Un But-Une Foi ===000===

Bamako, le 11 décembre 2020



COMMUNIQUE DE L'OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE (OCLEI)

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que le Conseil de l'OCLEI a décidé, le 10 décembre 2020, de transmettre au Procureur du Pôle économique et financier de Bamako deux dossiers de cas présumés d'enrichissement illicite concernant un ancien ministre et un ancien maire.

Le Président de l'OCLEI précise que d'autres dossiers sont en cours de traitement et feront l'objet de transmission à la justice.

Le Président,

Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

DUMDUN

Sommaire «

Une	Mali : La France, un partenaire incontournable	P.6
Brèves	Conseil d'Administration du Centre de Formation pour le Développement : Le budget 2021 en hausse Covid19 : Les autorités de la transition prennent des mesures sociales Mali : La reprise des cours fixée au lundi 25 janvier 2021 Message de condoléances du Président de la Transition au Président de la République du Niger Nuit du 31 décembre 2020 : Le vice-président se joint à la troupe pour le réveillon Niger : 100 personnes tuées dans l'attaque de deux villages	P.11 P.11 P.12 P.12 P.13 P.13
Actualité	Industrialisation : La Délégation de l'Union Européenne aux côtés du Mali Rentrée scolaire 2020-2021 : Les classes resteront fermées jusqu'au 25 janvier 2021 Cube Bara Musso : C'est parti pour la tombola villa La ministre Florence Parly sur la mort des deux soldats français à Ménaka : "la motivation, la pugnacité et l'abnégation des militaires français demeurent intactes face aux groupes terroristes" Mali : Le gouvernement abandonne la loi sur les VBG sous la pression du HCIM	P.15 P.16 P.17 P.18 P.19
Politique	Conseil national de transition : Un bureau de 15 membres présidé par le colonel Malick Diaw Coalition des Volontaires pour la Réussite de la Transition - CVRT Mali	P.20 P.21
Culture & société	Nuit du réveillon à Bamako : La fête malgré tout	P.23
International	Togo : Le journaliste Carlos Kétohou toujours détenu, sa méthode d'interpellation fait réagir Fin de l'année 2020 : Le message de nouvel an 2021 de Karim Wade	P.24 P.25
Sport	Situation actuelle du football malien : Les mêmes causes produisent les mêmes effets	P26







Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye

Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com Contacts: +223 70 44 22 23

- Redacteur en Chef : Amadou TALL
- Rédaction Générale: Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant**: Moctar Sow
- Service Commercial: Youssouf Diarra
- Secrétariat : AZIA Bénédicte



Mali : La France, un partenaire incontournable

n est loin de l'enthousiasme général qui a suivi l'intervention française de 2013, lorsque les troupes de Serval ont repoussé dans le nord du Mali, les forces djihadistes qui menaçaient de marcher sur la capitale malienne. Il fut un temps où les Maliens ne juraient que par la France et son Président d'alors, François Hollande. Puis au fil des ans, une frange de l'opinion favorable envers la présence française au Mali a tourné et s'est muée parfois en véritable hostilité voire en un sentiment anti-français. La raison principale à cette volte-face des Maliens serait la supposée l'attitude ambiguë des autorités françaises dans le traitement de la question de Kidal et des anciens rebelles qui en sont les maîtres absolus au détriment de l'État malien. Beaucoup de Maliens considèrent, à tort ou à raison, que la France est, non pas la solution, mais le problème au Mali. Il se murmure que des groupes se constituent au Mali pour demander le départ des troupes de Barkhane du sol malien, à l'occasion de la prochaine célébration du 20 janvier, journée commémorative du départ des anciennes troupes coloniales françaises en 1961. Et se pose cette question existentielle qui hante les esprits : la force Barkhane peut-elle quitter le

Mali dans les circonstances actuelles?
La fameuse chanson de Serge Gainsbourg intitulée Je t'aime... moi non plus semble le plus à même de caractériser les relations actuelles entre la France et le Mali, du moins entre des Maliens et la France. Si Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) était considéré comme un inconditionnel du pays du Président Emmanuel Macron, les nouvelles autorités qui ont pris le pouvoir à Bamako, le 18 août 2020, s'étaient empressées de renouveler leur confiance à la France et aux troupes de Barkhane dans la guerre que le Mali mène contre les groupes

armés terroristes depuis bientôt dix ans. C'est là l'expression du désaccord entre les autorités politiques et certains leaders d'opinion maliens qui sont convaincus que la présence française ne fait qu'envenimer la crise multidimensionnelle que connaît le pays et qui menace les fondements mêmes de la République. Qu'est devenu le capital de confiance de ces maliens envers la France et ses forces quand, en ce mois de janvier 2013, le Président François Hollande avait envoyé ses avions attaquer les groupes terroristes qui avaient investi Konna et s'apprêtaient à marcher sur Bamako ? Pendant plusieurs mois, le drapeau français flottait dans le ciel malien et se vendait comme des petits pains. Les taximen de Bamako l'arboraient fièrement dans leurs véhicules. Pour saluer la mémoire de Damien Boiteux, le premier militaire tombé sur le sol malien, des familles pourtant musulmanes, ont donné son prénom à leurs enfants nés à cette époque. La France longtemps considérée sous la première et la deuxième République malienne comme l'ennemie des peuples africains avaient conquis le cœur des Maliens toujours fiers de leur passé historique glorieux. François Hollande permettait à la France de reprendre pied dans l'un des pays africains les plus jaloux de sa souveraineté.

Les hostilités des Maliens envers la France commencèrent quand dans la conquête des territoires du nord occupés, les troupes maliennes furent arrêtées net aux portes de la ville de Kidal protégée par les troupes françaises de Serval. Pour les Maliens, la France a trahi le Mali au profit d'autres Maliens qu'Alain Juppé a appelés « Nos amis touareg ». Le sentiment que la France protégeait les Touaregs rebelles au nom de l'appartenance





commune à la race blanche a fait son chemin. Et la tentative malienne de reconquérir Kidal en mai 2014 aurait été, selon certaines sources, sabotée par Serval qui aurait appuyé, par les renseignements, les troupes rebelles appuyées par des groupes armés terroristes. C'est de cette époque que datent les premières manifestations contre les troupes françaises et leur présence au Mali. Le vieux nationalisme malien, un temps mis en veilleuse, se réveillait. Il aura fallu le Sommet extraordinaire de Pau, en France, pour qu'IBK et ses collègues du G5 Sahel re-expriment leur soutien à la France. Cependant, la sortie de certains anciens responsables français (dont un ex-ambassadeur de France à Bamako) et de spécialistes du Sahel comme André Bourgeot, pour dénoncer la politique française au Mali et dans le Sahel, avait fini par convaincre les Maliens encore dubitatifs que la France aurait un agenda caché au Mali.

La France est une puissance militaire et économique mondiale. À ce titre elle a besoin des pays africains pour continuer son développement. Il appartient au Mali de trouver les voies et moyens pour, à son tour, tirer les avantages de la coopération avec la France. Il est indéniable aujourd'hui, dans la lutte contre le terrorisme au Mali, que le Mali ne peut se passer de l'appui des troupes françaises. Mais il faut reconnaître que la France est victime de sa renommée de puissance mondiale qui fait que beaucoup de Maliens sont convaincus qu'elle n'en fait pas assez pour aider le Mali à se débarrasser de ces groupes armés terroristes qui le déstabilise. La majorité de ces Maliens ignorent que les Forces armées et la force Barkhane sont engagées dans une guerre asymétrique où l'ennemi est très souvent invisible et mobile, et que la France elle-même a besoin du renseignement américain pour repérer les groupes armés et les neutraliser. La guerre au Mali et au Sahel coûte énormément cher à la France qui en appelle à d'autres pays européens pour l'épauler dans cette guerre interminable. Le coût de cette guerre est aussi humain et plus de 50 fils de la France ont donné leur vie pour sans doute leur patrie mais aussi pour le Mali.

Au Sahel, les intérêts de la France sont énormes. Un basculement de la situation dans cette région d'Afrique aurait des conséquences inestimables pour elle et pour les pays sahéliens. Le Mali est donc condamné à travailler avec la France dans la lutte contre le terrorisme. Car un éventuel retrait de la France du Mali (hautement improbable) plongerait ce pays dans le chaos, les forces armées maliennes étant insuffisamment outillées ou formées pour faire face seule au péril djihadiste. Ce n'est pas pour rien que lyad Ag Ghali pose comme condition préalable à tout dialogue avec le Gouvernement du Mali, le départ de toutes les forces étrangères du pays. Malgré

la présence de ces forces sur le sol malien, les groupes armés terroristes arrivent à infliger des souffrances indicibles aux populations civiles. Qu'en serait-il si celles-ci n'étaient plus présentes.

La majorité de la population malienne n'est pas au fait de la géostratégie qui explique la présence française sur le sol malien. Il n'y a d'ailleurs aucune nécessité à vouloir la leur expliguer. Cependant, il faut reconnaître que la communication de la France vers les populations maliennes est presqu'inexistante. Le front qui se constitue contre la présence française au Mali nécessite que les autorités francaises soignent leur communication en vue de redonner aux Maliens l'image que la France avait en 2013. Cette opération ne peut se faire si la France ne clarifie pas sa position au sujet de la souveraineté du Mali sur Kidal. Auiourd'hui Kidal est une ville rebelle aux mains d'une minorité de Touareg qui défie chaque jour l'État malien. En tout cas c'est le sentiment général qu'ont de nombreux Maliens. C'est pourquoi l'image de la France et des troupes françaises au Mali doit être améliorée auprès des populations maliennes. Le soutien des autorités maliennes à la France est certes important mais celui des populations l'est tout autant car ce sont elles le véritable baromètre de l'image de la France dans le pays. La France ne peut pas quitter le Mali dans les conditions actuelles car ce serait une catastrophe pour le pays et le Sahel tout entier. Le pays d'Emmanuel Macron a cependant besoin de travailler dans la sérénité que lui conférerait le soutien des populations maliennes car il demeure un partenaire incontournable du Mali.

Diala Thiény Konaté



« LU SUR LA TOILE »

Radio Guintan

Route de Gao: echec d'une tentative de braquage d'un véhicule.

Des individus armés non identifiés sur l'axe Gao-

N' Tahaka ont tenté de braquer un véhicule de trans-

portant Toyota pick-up quittant N'tahaka pour Gao. Selon une source d'information un jeune commercant de Gao se trouvait à bord dudit véhicule victime de braquage et serait blessé par balles. Il s'agit de MOUSSA 11. Il est admis à l'hôpital régional de Gao pour les premiers soins. Ce jour 03 janvier 2021.



Université: suspension des cours jusqu'au 25 janvier 2021. Le ministère de l'enseignement supérieur vient de prolonger la suspension des cours dans l'enseignement supérieur jusqu'au 25 janvier sur toute l'étendue du territoire national.



1/1/2021: GourmaRharous: naufrage de pinasse. Une pinasse remplie d'enfants et de femmes vient de chavirer bilan provisoire 7 morts dont 3 femmes et 4 enfants. D'autres portés disparus. A suivre



RFI Afrique

l'Assemblée nationale sera en session extraordinaire à partir de ce mardi 5 janvier. Les députés devront, au cours de cette session, élire le nouveau bureau en remplacement de celui qui était dirigé par Jeannine Ma-

En République démocratique du Congo (RDC),

bunda et qui a été désavoué pour mauvaise gestion. Avant cette échéance, deux parlementaires se penchent sur l'action de Jeannine Mabunda à la tête de l'Assemblée nationale.



Bakary Deyoko

La santé des élèves importe beaucoup aux autorités de la transition . Elle va en droite ligne avec le fameux état d'urgence.



Alassane Keita

Comme l'éducation n'est pas importante au Mali. Je vais changer de métier.

Tous les élèves des pays voisins sont en classe sauf le Mali



Kadidia Fofana

Etait ce donc un signal votre rapt? Allah voulait-il que vos parents, amis et camarades apprennent à vivre sans vous avant de vous

rappeler définitivement?

Vous étiez un homme humble et gentil qui n'aura vécu que pour le



Le patriote que vous avez été a toujours su trouver le juste milieu quelque soit la gravité d'une situation,

L'homme politique que vous avez été a toujours su mettre le Mali au dessus de tout

Le leader que vous avez été a toujours su trouver les mots appropriés pour calmer les ardeurs.

Merci pour le Mali

Ainsi donc, je présente mes condoléances les plus émues à la famille biologique et politique du Champion.

« LU SUR LA TOILE »

Soumaila Cissé à jamais dans nos cœurs, esprits et prières. Puisse Allah vous accorder son paradis éternel.



Apiè Sangala

Actus APEJ

Démarrage ce lundi 4 janvier 2020 des sessions de formation en entrepreneuriat, gestion simplifiée et compétences de vie et éducation financière dans le cadre d'une convention signée entre l'APEJ et le Comité de gestion du fonds social des anciens députés de la commune IV du district de Bamako.

Plus de bénéficiaires bénéficieront de cette formation. Jeunes, investissons pour votre emploi.



M. Nouhoum Togo - Officiel

Mon président

Merci pour, ton humanisme, ton patriote, ton engagement, ton sérieux, ta droiture, ton accueil chaleureux, ton sens élevé de la responsabilité, ton leadership, ta clairvoyance, ta patience, ton calme olympien, ton pardon en toutes circonstances, ton volontarisme pour le partage, ta générosité légendaire, ta solidarité sans limite, tout.

Puisse Allah te réserver une place confortable en son paradis! Paix éternelle!!

Le Mali auquel tu as tout donné te sera éternellement reconnaissant. Abdrahamane Diarra , président de la jeunesse de l'URD



Mossa Ag Attaher

J'ai appris avec beaucoup de tristesse ce matin. le décès de l'ancien Premier ministre Modibo KEÏTA. Je présente mes sincères condoléances à sa famille, à ses proches et au Peuple Malien. Ensemble, prions pour le repos éternel de son âme.



Bennchico Savadogo

Certaines personnes utilisent la phrase "Bonne année" pour revenir dans votre vie. Soyez prudent!



Bintou Bah

Mon oncle imam mahamoudou Dicko se porte

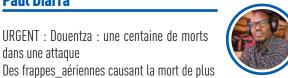


Longue vie à toi ai hassey

Paul Diarra

URGENT : Douentza : une centaine de morts dans une attaque





« LU SUR LA TOILE »

d'une centaine de civils ont été effectuées à Bounti dans le cercle de Douentza dans la nuit du dimanche 03 janvier 2021 à ce lundi. Selon le Maire de la localité Adama Griaba, ces frappes ont été effectuées nuitamment par un hélicoptère non identifié. Pour l'instant le mobile de cet incident reste méconnu de la population et les blessés sont en cours d'acheminement vers le district sanitaire de Douentza. S.tamani



#Incivisme ,#ignorance ,#indiscipline ou simplement je m'en foutisme puisqu'il n'y a pas de sanction ???

Quelle langue faut il utiliser pour faire comprendre à certains de respecter les règles de la circulation? Quel moyen faut il utiliser pour faire comprendre que le passage est vraiment dangereux et interdit? Quelle mentalité? faut il qu'ils voient la mort ,une sanction d' un de leurs proches pour y croire.

En plus elle clignote vers pour montrer que sa direction gauche. Changeons de mentalité chers maliens et maliennes.

Photos prises ce matin 04/01/2021





Ne soyez pas comme un livre ouvert où le monde connait le chapitres, le début et la fin. Laisser les gens se poser des questions sur vous.

20:27 · 03/01/2021 · Twitter for iPhone



Conseil d'Administration du Centre de Formation pour le Développement :

Le budget 2021 en hausse



es travaux de la 13ème Session Ordinaire du Conseil d'Administration du Centre de Formation pour le Développement ont démarré ce mercredi 30 décembre 202 dans la salle de conférence dudit Centre sous la présidence de monsieur Diakaridia Diagouraga, PCA, en présence de M. Aliou Mohamed, directeur général du CFD.

Séance tenante, monsieur Diagouraga Diakaridia, a, à l'entame de ses propos, précisé que l'ordre du jour portera essentiellement sur l'examen et l'adoption du procès-verbal de la 12ème session ordinaire du CA du CFD : l'examen et l'adoption du rapport d'activités de l'Exercice 2020 ; l'examen et l'adoption du programme d'activités 2021 ; l'examen et l'adoption du budget annuel de performance 2021 ; l'examen et l'adoption du contrat annuel de performance 2021 ; l'examen et l'adoption de la cartographie des risques du CFD ; l'examen et l'adoption du plan de formation du personnel 2021-2023 du CFD; et enfin les divers. Au cours de son allocution, monsieur Diagouraga a évoqué le contexte sécuritaire de la pandémie de la COVID-19 qui paralyse les efforts pour le développement. Il a souhaité que l'année 2021 soit une année de réussite, de stabilité, de paix, d'entente, de croissance et surtout de cohésion sociale pour le Mali ainsi que pour le monde entier. Parlant des activités au cours de l'année 2020, le PCA a indiqué que le CFD exécuté 44 activités sur 50 prévues soit un taux de réalisation de 88% malgré la crise sanitaire de la maladie à Coronavirus-19. Le Centre a permis la formation de 1 0588 cadres en 2020 contre 1 100 en 2019 dont 720 hommes soit 69,05% et 338 femmes soit 31,95%, a-t-il affirmé. Selon lui, ces proportions étaient en 2019 de 73,00% et de 27,00% respectivement pour les hommes et les femmes. Pour parler de l'exécution financière des activités du Centre, il a estimé que le budget 2020 des charges est exécuté à hauteur de 71,20% contre 67,43% en 2019 et que celui des investisseurs à 27,32% contre 82,65% en 2019. Selon le conférencier, les recettes en 2020 s'élèvent à 712 107 057 FCFA. Pour l'année 2021, le projet est équilibre en recettes et en dépense à 1 milliard 58 millions 798 mille FCFA soit une augmentation de 0,53% par rapport au budget de 2020 qui était de 1 milliard 53 millions 292 mille FCFA, a-t-il reconnu

BAMADIO Tidiane

Covid19 : Les autorités de la transition prennent des mesures sociales



ans le cadre des mesures sociales prises par le gouvernement du Mali, la société EDM sa communique sur la gratuité de l'énergie des mois de Décembre 2020 et Janvier 2021.





Mali: La reprise des cours fixée au lundi 25 janvier 2021





Message de condoléances du Président de la Transition au Président de la République du Niger

"Monsieur le Président et cher frère,

C'est avec horreur que j'ai appris les récentes attaques contre votre pays. Il s'agit en vérité de massacres de populations civiles lâchement perpétrés par le terrorisme, comme chacun de nos pays en a fait l'amère expérience, en particulier dans les zones dites des trois frontières.

En cette douloureuse circonstance, je vous prie d'accepter mes condoléances les plus sincères et ce, en mon nom personnel comme en celui du Gouvernement et du Peuple malien.

Monsieur le Président, nous n'avons pas d'autre choix que de maintenir la dynamique actuelle car nos armées montent en puissance. En autonomie ou au cours d'opérations conjointes, elles infligent de lourdes pertes depuis quelques mois à l'ennemi qui est poussé dans ses derniers retranchements.

En vous assurant une fois de plus de ma plus haute considération, j'aimerais réaffirmer ma conviction qu'à terme, le Sahel gagnera sa guerre contre le terrorisme, son idéologie de violence et ses réseaux mafieux." Bamako le 4 janvier 2021



Bah N'DAW Président de la Transition Chef de l'Etat

Nuit du 31 décembre 2020 :

Le vice-président se joint à la troupe pour le réveillon

Le vice-président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a passé le réveillon du 31 décembre auprès de la troupe dans le secteur 6 de l'opération Maliko à quelques encablures de Banamba. Accompagné d'une forte délégation dont le chef d'état-major général des armées, le vice-président a partagé avec le détachement du sous-GTIA (groupement tactique inter-arme) de Banamba le repas du nouvel an dans la plus grande simplicité, dans la cohésion et dans un esprit de corps qui fait d'une armée le garant de l'intégrité territoriale. Des messages forts n'ont pas manqué pour galvaniser ces combattants qui, au quotidien, font face à la nébuleuse terroriste qui mine le Mali.

e vice-président, dès son arrivée à Banamba, a approché les autorités administratives, coutumières, religieuses et les notabilités pour ensuite consacrer le reste de son temps à la troupe et aux autres forces de sécurité de la localité.

Il s'est dit porteur d'un message d'encouragement et de soutien indéfectible du président Bah N'Daw aux FAMa, pour les féliciter et les encourager pour leur engagement sans faille dans la restauration de la paix. Le colonel Goïta et le chef d'état-major ont beaucoup échangé avec la troupe. Ils ont longuement expliqué aux hommes le rôle que l'armée doit jouer notamment avec l'axe N°1 de la feuille de route de la transition qui est consacré au renforcement de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Visiblement enthousiaste, le vice-pré-



sident a noté avec satisfaction la motivation des hommes sur le terrain avant d'ajouter que des efforts considérables sont consentis pour à l'acquisition de matériel.

Le vice-président a ensuite invité les hommes à la cohésion et à la discipline. Il a exhorté l'ensemble des Maliens à soutenir et à encourager l'armée qui demeure le patrimoine commun, garant de la sécurité et de la stabilité. Il a surtout donné des éclaircissements sur toutes les œuvres et actes de commandement. Le chef d'état-major général des Armées a à son tour, appelé les hommes au respect des droits de l'homme et dans la conduite des opérations. De retour du secteur 6, le Vice-Président a rendu une visite de courtoisie au chef de village de Koulikoro.

Source : FAMA

Niger : 100 personnes tuées dans l'attaque de deux villages

Les villages de Tchombangou et Zaroumdareye dans préfecture de Ouallam au Niger près de la frontière avec le Mali, ont fait l'objet d'une attaque djihadiste ce samedi 02 janvier 2021.

e maire de Tondikiwindi, la commune administrative des localités, cité par plusieurs médias ce dimanche, confirme que le bilan de l'attaque s'élève à une centaine de villageois tués.

« Nous venons juste de rentrer des lieux des attaques. À Tchombangou, il y a eu jusqu'à 70 morts et à Zaroumdareye 30 morts », a déclaré Almou Hassane, le maire de Tondikiwindi, cité par l'AFP.

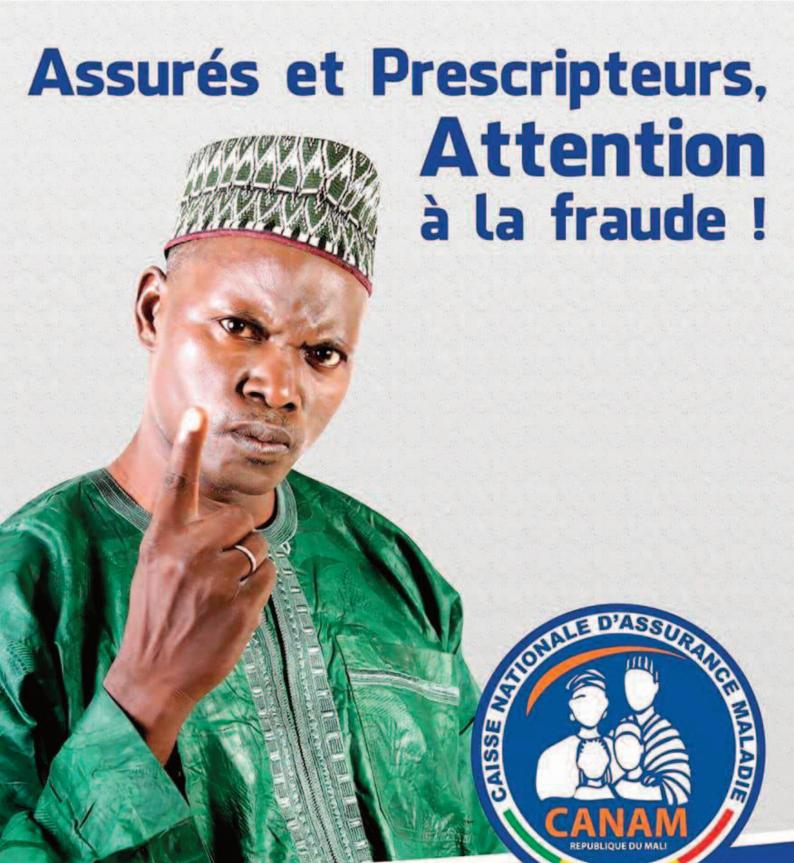
Selon les informations rapportées par plusieurs médias, dont Radio France internationale (RFI), les djihadistes à moto ont attaqué les deux villages en représailles après que deux leurs combattants, en excursion, ont été neutralisés par des jeunes du village de Tchombangou. Les forces spéciales nigériennes ont été déployées dans la zone où s'est déroulée cette attaque meurtrière.

Le président nigérien Mahamadou Issoufou s'est exprimé sur cette attaque terroriste ce dimanche. « Je voudrais au nom du peuple nigérien



et en mon nom propre adresser nos condoléances les plus émues aux populations de Tchombangou et Zaroumdareye, suite à l'attaque lâche et barbare de leur village », s'est indigné le chef de l'État nigérien dans une déclaration publiée sur les réseaux sociaux.

M. TOURÉ



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

« ACTUALITE»

Industrialisation : La Délégation de l'Union Européenne aux côtés du Mali



elle est la substance de la rencontre entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Investissements, Harouna Niang, et l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Mali, Bart Ouvry. Occasion saisie par le ministre pour faire le point des échanges qu'il a eu avec les opérateurs économiques maliens, lesquels lui ont permis de bien comprendre leurs préoccupations et de réfléchir sur les solutions à envisager pour relancer l'économie malienne.

Des échanges entre le ministre Niang et l'Ambassadeur de l'UE, il est apparu nécessaire de relancer l'industrialisation qui reste un moyen sûr de création d'emplois, de consolidation des filières, à même de réduire le chômage des jeunes, l'immigration clandestine et le terrorisme islamiste. Le ministre a aussi rappelé la volonté du gouvernement de transition de mettre en place une administration juste, équitable et transparente avec des fonctionnaires ayant un sens élevé de l'éthique et de la vertu. Pour le ministre Niang, il est impératif que la lutte contre la corruption et les privilèges indus, ainsi que la promotion de la bonne gouvernance soient érigées en principes cardinaux pour chaque agent de l'Etat.

Comme pour donner suite à donner aux concertations qu'il a initiées avec le secteur privé, le ministre Niang a indiqué que son département est engagé dans l'élaboration d'un programme de travail avec des objectifs clairs visant surtout la mise en place d'un projet d'appui à l'industrialisation qui accordera une attention particulière aux régions du Centre et du Nord du Mali. Un projet qui devra, selon lui,

aider à mieux préparer l'économie malienne à aborder la mise en œuvre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) et de l'Accord de Partenariat Economique (APE) conclu entre la CEDEAO et la Commission de l'Union Européenne.

Pour ce faire, il a demandé le soutien de l'Union Européenne pour apporter une assistance technique dans l'élaboration de la Stratégie nationale du Mali dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAF, afin de permettre à notre pays de tirer pleinement profit de la libéralisation du commerce intra africain, mais aussi dans l'élaboration et la mise en place du Projet d'appui à l'industrialisation. Un projet pluriannuel qui sera basé sur les réalités du pays et le dialogue franc et constructif avec le secteur privé, et qui consacrera, selon lui, une large place au développement de l'agroindustrie afin de prolonger la durée de vie de nos produits, la transformation et le bon conditionnement dans des emballages appropriés.

Pour sa part, le chef de la Délégation de l'Union Européenne au Mali a informé le ministre de la fin du 11ème FED au Mali en fin 2020 et le début d'un nouveau cycle de programmation pour la période 2021-2027. Il a saisi l'occasion pour passer en revue les interventions de la Délégation de Commission Européenne au Mali, notamment le soutien à l'Office du Niger pour l'amélioration et l'augmentation de la production de riz; l'appui aux petites et moyennes entreprises; l'étude réalisée sur les ressources halieutiques du Mali; le soutien à la transformation du coton en

produits artisanaux ; l'appui à la transformation et à la commercialisation de l'anacarde ; et la création d'un cadre propice pour la croissance durable et saine pour les investisseurs. Par rapport à ce dernier point, l'Ambassadeur Bart Ouvry a informé le ministre de l'élaboration d'un mémorandum avec le secteur privé pour simplifier l'environnement fiscal. Il s'agira notamment de : la simplification et de la digitalisation de la fiscalité et son élargissement à l'assiette fiscale : l'accentuation de la lutte contre la fraude douanière et l'instauration d'une procédure disciplinaire au niveau de l'administration contre les fonctionnaires indélicats; l'administration d'une bonne justice commerciale pour baisser les coûts. D'autres mesures sont également à envisager, dont entre autres, l'engagement des réformes sur le foncier ; l'amélioration de la transparence publique et l'apurement de la dette intérieure ; et l'amélioration de l'accès à l'électricité.... Aussi, pour la mise en œuvre de toutes ces actions, l'Ambassadeur de l'UE a sollicité l'appui du ministre pour la mise en place d'un cadre de dialogue pour le suivi de la mise en œuvre des réformes dont le seul objectif est de créer les conditions pour attirer les investisseurs et faciliter le commerce. Le diplomate européen a également indiqué que le prochain cycle de programmation accordera la priorité à l'employabilité de la jeunesse et les secteurs de la transformation.

Yama DIALLO

« ACTUALITE»



Rentrée scolaire 2020-2021 : Les classes resteront fermées jusqu'au 25 janvier 2021

Prévue pour aujourd'hui, lundi 04 janvier 2021, l'ouverture des classes a été reportée par les autorités du pays et concerne tous les ordres d'enseignement jusqu'au 25 janvier 2020. Cela fait suite à l'augmentation du taux de contamination de Coronavirus dans notre pays.

n effet, cette nouvelle est tombée au moment où les autorités éducatives étaient victimes de plusieurs critiques acerbes. C'est à travers un communiqué rendu public, le 4 janvier 2021, que les deux ministres en charge de l'éducation se sont adressés aux élèves et au monde enseignant. Cette décision est la preuve que le ministre de l'éducation nationale Pr Doulaye Konaté et le ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr Amadou Keita sont conscients de la gravité de la crise sanitaire qui a mis le monde à rude épreuve. Parce qu'ouvrir les classes en cette période revenait tout simplement à exposer non seulement les élèves mais également les parents d'élèves. Pour cette reprise des cours, il était prévu de faire des leçons sur la pandémie à Coronavirus dans toutes les classes pour une prise de conscience. Maintenant, cette période doit être mise à profit pour prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter une éventuelle

propagation de cette pandémie à Coronavirus. Toutes écoles et institutions d'enseignement supérieur doivent être inévitablement dotées de thermomètre pour la prise de température des élèves et étudiants kits. A cela, il faut ajouter la dotation des écoles en kits de lavage de main et de gel hydro alcoolique. Ce qui permettra sans nul doute de diminuer le taux de contamination de Coronavirus dans notre pays. Pour mémoire, l'année dernière, le gouvernement dans sa politique de contenir la propagation de la pandémie avait pris l'initiative d'ouvrir les classes après la première vague de contamination de Coronavirus dans notre pays. Pour ce faire, certaines mesures avaient été prises. On peut citer le décongestionnement des classes à savoir 25 élèves par classe tout en respectant les mesures barrières. En plus de cette mesure drastique, le gouvernement à travers le ministère de l'éducation nationale avait distribué des bayettes à tous les candidats aux différents examens.

A l'annonce de la rentrée des classes, notre équipe de rédaction avait sillonné certains établissements pour s'enquérir de l'état des préparatifs. Un constat se dégageait, aucun élève n'avait reçu de bavette pour se protéger contre cette maladie qui écume le monde. Après recoupement d'informations, il nous revient qu'au cours de la rentrée préparatoire avec les directeurs d'écoles dans plusieurs académies d'enseignement (AE) et centres d'animation pédagogique (CAP), la guestion du respect des mesures édictées a été évoquée par certains directeurs d'écoles mais la guestion était restée en suspens. Les directeurs des centres d'animation pédagogique avaient tout simplement demandé aux enseignants de veiller au respect des mesures barrières.

« La reprise des cours, pour la nouvelle année scolaire 2020-2021, dans tous les ordres d'enseignement, est fixée au lundi 25 janvier 2021. Le ministre, convaincu du sens de responsabilité de chacun, rappelle qu'il est impératif pour les parents, les administrations scolaires et les enseignants de respecter et de faire respecter les règles de prévention de la pandémie. C'est à ce prix que l'on contribuera de façon efficiente à l'effort national de lutte contre la Covid-19 », peut-on lire dans le communiqué du secrétaire général du ministre de l'éducation nationale.

Ibrahim Sanogo

Cube Bara Musso : C'est parti pour la tombola villa

A partir du 10 janvier 2021, le Groupe Aminata Konaté plus connu sous le nom « Bara Musso » organise une tombola villa à travers tout le Mali autour de ses nouveaux cubes. Il s'agit des cubes cheba, tomate, dagani et poisson que le groupe vient de mettre à la disposition des femmes de ménage du Mali et d'ailleurs. La cérémonie de lancement de la tombola a eu lieu le samedi 2 janvier 2021 au domicile de l'administrateur général du groupe Aminata à l'ACI 2000 en présence de l'ambassadeur des nouveaux produits, l'artiste Mohamed Diaby.

n plus des bouillons Maggie, le Groupe Aminata Konaté se lance désormais dans la production locale des cubes Maggie en se classant comme le pionnier dans le secteur au Mali.

Selon la Directrice Marketing et de la Communication, Fatoumata Sidibé, c'est la première fois qu'une société malienne se lance dans la production des cubes Maggie.

Pour donner plus de visibilité aux nouveaux produits, la société a décidé de mettre en compétition toutes les régions du Mali à travers une tombola villa. Pour participer à cette tombola, il suffit d'acheter un paquet de cube (cheba,tomate, dagani et poisson) à 1500 F CFA. « A chaque achat d'un paquet, l'acheteur a droit à un ticket. Le tirage se fera par région. Dans chaque région, les gagnants peuvent gagner une villa, des terrains d'habitation et des tonnes de ciment. Le premier tirage de la tombola villa se fera à Bamako le 17 avril 2021. S'agissant des autres régions, le tirage se fera par ordre de mérite. La tombola

durera trois mois dans chaque région », explique la Directrice commerciale du Groupe Aminata Konaté, Lala Touré.

S'agissant de la qualité des cubes Bara Musso, la Directrice Marketing et de la Communication dira que le personnel de la société a été les premiers consommateurs de ses produits.

« Ces cubes ont été certifiés par notre unité de qualité qui est constituée par des Docteurs spécialisés dans le domaine alimentaire ». a-t-elle rassuré.

A la question de savoir pourquoi il a accepté d'être l'ambassadeur des cubes Bara Musso, Mohamed Diaby indique qu'il se sent concerné par cette campagne du fait qu'il s'agit du Mali, d'un produit malien et fabriqué au Mali par un Malien. « C'est une affaire de pays, du Mali. Ma motivation est celle d'un Malien qui aime son pays et qui est prêt à aider tous ceux qui sont engagés sur le terrain de son développement », a dit Mohamed Diaby avant d'appeler toutes les femmes maliennes à participer à la réussite de la tombola Bara Musso.

Youssouf Z



La ministre Florence Parly sur la mort des

deux soldats français à Ménaka : "la motivation, la pugnacité et l'abnégation des militaires français demeurent intactes face aux groupes terroristes"

Des groupes terroristes frappent encore la force française Barkhane. Deux soldats du 2ème régiment de hussards d'Haguenau ont été tués le samedi 02 janvier 2021 au Mali. La confirmation a été faite à travers un communiqué de l'Elysée. Leur véhicule a été l'objet d'une attaque à l'engin explosif improvisé lors d'une mission de renseignement dans la région de Ménaka. C'est la deuxième du genre en l'espace de cinq jours seulement après la mort de trois autres.



'est dans un communiqué de l'Elysée que le Président, Emmanuel Macron a indiqué avoir appris avec une grande tristesse la mort le samedi en fin de matinée du sergent Yvonne Huynh et du brigadier Loïc Risser, du 2ème régiment de Hussards de Haquenau (Alsace).

Il faut noter que Yvonne Huynh, 33 ans, est la première femme de l'armée française tuée au Sahel depuis l'intervention Serval en 2013. Loïc Risser avait 24 ans. Tous deux étaient engagés dans un régiment spécialisé dans le renseignement.

La Présidence française a précisé que leur véhicule a été l'objet d'une attaque à l'engin explosif improvisé lors d'une mission de renseignement dans la région de Ménaka.

A cette occasion, Emmanuel Macron a salué la mémoire des deux soldats, morts pour la France dans l'accomplissement de leur devoir. Il a aussi réaffirmé la détermination de la France dans son combat contre le terrorisme. Quant à la ministre des Armées Florence Parly. elle a rendu hommage à la force de leur engagement, leur courage et leur don de soi. La motivation, la pugnacité et l'abnégation des militaires français demeurent intactes face aux groupes terroristes, filières de Daech et d'Al-Qaïda, qui sèment terreur et chaos au Mali et au Sahel, a-t-elle ajouté.

Faut-il le rappeler, cette attaque survient cinq jours après celle ayant causé la mort de trois soldats français le lundi passé dans des circonstances similaires. Leur véhicule blindé avait été atteint par un IED alors qu'ils participaient à une opération dans la région de Hombori, dans le Gourma malien, avait annoncé L'Elysée dans un communiqué. Et de préciser que cette attaque a été revendiquée le samedi par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda.

> **Boubacar DIARRA, avec AFP** Source: Le Soir De Bamako

Mali : Le gouvernement abandonne la loi sur les VBG sous la pression du HCIM

Les responsables du Haut conseil islamique du Mali (HCIM) ont animé ce samedi 2 janvier 2021 un point de presse à son siège à l'ACI 2000. Cette rencontre avec les hommes de médias a porté sur la polémique autour de l'avant-projet de loi sur le genre que le Gouvernement de la transition envisage d'adopter au cours de son mandat. Des propos des conférenciers, il ressort que le Gouvernement a finalement décidé d'abandonner le texte, visiblement sous la pression du HCIM.

ette conférence de presse était animée par Mohamed TRAORE, 3è vice-président du HCIM, en présence de secrétaire général du HCIM, le Dr Mamadou DIAMOUTANI; de la présidente de l'UNAFEM, Mme Diakité Kadidia TOGOLA, ainsi que plusieurs autres responsables du HCIM.

Dans une déclaration, le secrétaire général du HCIM, le Dr Mamadou DIAMOUTANI, a souligné que le jeudi 31 décembre 2020, le HCIM a reçu à son siège la visite de Mme Bintou Founé Samaké, ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Cette visite a porté sur les VBG (violences basées sur le genre). Au cours de cette visite, le ministre, a-t-il expliqué, a informé le HCIM sur la décision de sursoir à l'adoption de l'avant-projet de loi sur

le genre. Cette décision, selon les explications du ministre rapporté par le Dr DIAMOUTANI, a été prise après avoir consulté le premier Ministre, Moctar OUANE.

Le HCIM, selon son secrétaire général, a enregistré cette information et a informé le ministre des raisons pour lesquelles le HCIM a rejeté cet avant-projet, mais il a tenu à préciser que la Commission mise en place par le HCIM poursuivra ses travaux afin d'examiner, article par article, le document. Enfin, dit-il, le HCIM remercie les autorités de la transition pour l'abandon de cet avant-projet de loi sur le genre.

De son côté, Mohamed TRAORE, a indiqué qu'à travers ce point de presse, le HCIM informe la communauté musulmane du Mali que le projet

de loi sur le genre, jugé attentatoire aux principes de l'islam et de nos valeurs a été abandonné par le Gouvernement.

Pour lui, le HCIM, ne souhaite que la paix et la cohésion reviennent dans ce pays et par conséquent, il salue cette décision des autorités de la transition. Selon lui, certaines dispositions de ce texte qui vient ainsi d'être abandonné étaient en contradiction avec les valeurs et les principes de l'islam, d'où la mobilisation du HCIM.

Avant de terminer, Mohamed TRAORE a invité toute la communauté musulmane à rester vigilante et mobilisée pour les éventuelles tentatives d'agression contre l'islam.

Pour sa part, Mohamed Macki BAH, l'un des vice-présidents du HCIM, a mis en garde les organisations de la société civiles qui sont à l'origine de cette initiative. A ce niveau, il a indexé particulièrement celles qui ont porté plainte contre le Gouvernement au niveau des tribunaux de la CEDEAO, à Abuja pour non-interdiction de la pratique de l'excision.

La présidente de l'UNAFEM, Mme Diakité Kadiatou TOGOLA, a ajouté que les femmes adhèrent à cette décision du HCIM. «Nous avons été préoccupées par certaines dispositions de cet avant-projet de loi qui sont contraires aux principes de l'islam. Nous ne sommes pas soumises aux hommes, mais nous respections les principes de notre religion», s'est-elle insurgée, avant d'ajouter qu'il n'y a pas une religion sur terre qui donne plus de droits aux femmes mieux que l'islam.

Selon elle, la criminalisation de l'âge du mariage de la fille avant 18 ans, l'héritage sont des dispositions qui portent atteintes à l'islam. Toutefois, elle a précisé qu'il y a des organisations de la société civile qui ont décidé de s'en prendre à la religion. «On ne peut accepter qu'on nous impose des valeurs venues d'ailleurs. Ces organisations pro-genres nous trouveront sur leur chemin», a-t-elle prévenu.

Au nom de la LIMAMA, Moussa DJENEPO a lancé un appel à l'ensemble des musulmans à rester vigilants. Face à la sensibilité de la question, il a invité le ministre à s'adresser à la nation sur les raisons de l'abandon de cet avant-projet de loi.

la nation sur les raisons de l'abandon de cet avant-projet de loi.

Abdoulaye Ouattara Source : Afrikinfos-Mali



Conseil national de transition : Un bureau de 15 membres présidé par le colonel Malick Diaw



ssa Kaou Djim élu 4ème vice-président, Diarrassouba à la tête de la commission de contrôle.

Le Conseil national de transition (CNT) a mis en place son bureau, le jeudi 31 décembre 2020, au Centre international de conférence de Bamako (CICB). Au total, c'est un bureau de 15 membres qui a été élu à la majorité des membres du CNT. Ledit bureau présidé par colonel Malick Diaw contient 4 femmes. Dans ce bureau, Issa Kaou Djim occupe le poste de 4ème vice-président tandis que Nouhoum Sarr est le deuxième secrétaire parlementaire. Mamadou Diarrassouba, l'ex-questeur de la 5ème législature a été élu à la tête de la commission de contrôle.

Les travaux de la séance plénière étaient présidés par le président du CNT, Malick Diaw, en présence des autres membres de l'organe législatif de la transition. L'ordre du jour de ladite séance plénière portait sur l'élection des autres membres du bureau du CNT, la constitution des commissions générales et l'élection de leurs bureaux. Ainsi, sans difficulté majeure, les membres du CNT ont réussi à élire un bureau de 15 membres (Un Président, 6 vice-présidents, 2 questeurs et 6 secrétaires parlementaires) présidé par le colonel Malick Diaw. Assarid AG IMBARCAOUANE de l'Adema PASJ est le 1er vice-président suivi de MME

HATOUMA GAKOU DJIKINIE, 2ème vice-présidente, de MOHAMED AG INTALLA, 3ème viceprésident, de ISSA KAOU DJIM de la CMAS, 4ème vice-président, de RACKY TALLA DIARRA de l'UM-RDA, 5ème vice-présidente et de HA-MIDOU TRAORE, 6ème vice-président. Le 1er secrétaire parlementaire s'appelle AMADOU MAIGA. NOUHOUM SARR est le 2ème secrétaire parlementaire suivi de AMADOU DIALLO, 3ème secrétaire parlementaire, de SORY KABA DIAKITE, 4ème secrétaire parlementaire, de HABIBATOU NAGNOUMA TRAORE, 5ème secrétaire parlementaire et de OUMOU SANOGO. 6ème secrétaire parlementaire. Le premier questeur est NOUHOUM DABITAO suivi de ADAMA NIARE, deuxième questeur. Après l'adoption du bureau, les membres du CNT ont également élu les membres des différentes commissions. Ainsi, la Commission des Travaux Publics, de l'Habitat, des Domaines et des Transports est présidée par Modibo Keïta. La Commission de l'Éducation, de la Culture, des Technologies de l'Information et de la Communication ; de l'Artisanat et du Tourisme est présidée par Magma Gabriel KONATE. Quant à la Commission de la Santé, du Développement Social et de la Solidarité, elle est présidée par Mamadou Sory Dembélé. La Commission de la Défense Nationale, de la Sécurité et de la Protection Civile est présidée par

Minkoro Kané. Mamadou Touré est le président de la Commission des Finances, de l'Economie, du Plan et de la Promotion du Secteur Privé, des Industries, et des Mines. Abdine Koumaré assure la vice-présidence de cette commission. La Commission des Lois Constitutionnelles, de la Législation, de la Justice, des Droits de l'Homme et des Institutions de la République est présidée par Souleymane Dé. La Commission de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation, et de la réconciliation nationale est présidée par Youssouf Z Coulibaly. Quant à la Commission des Affaires Etrangères, des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, elle est présidée par Aboubacar Sidiki Koné. La Commission de Développement Rural, de l'Environnement et de l'Assainissement ; l'Eau, de l'Énergie est présidée par Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune. La Commission de la Promotion de la Femme, de la famille, de la Protection de l'Enfant, de la Jeunesse, des Sports, du Travail et de l'Emploi est présidée par Me Kadidia Sangaré. Enfin, la commission de contrôle est présidée par Mamadou Diarrassouba. Clôturant les travaux, le président du CNT, Malick Diaw, a fait savoir que les différentes commissions constituées sont la cheville ouvrière du CNT.

Aguibou Sogodogo

Coalition des Volontaires pour la Réussite de la Transition -

CVRT Mali

nsemble, accompagnons la transition pour bâtir un nouveau Mali !!! Décidonsnous, n'hésitons pas à foncer, soyons dynamiques pour une transition apaisée et réussie au Mali !

L'ultime instant est venu de prendre nos responsabilités pour la reconstruction du Mali. Cet instant est notre adhésion massive, patriotique, sincère, citoyenne pour soutenir et accompagner avec engagement, courage et détermination la transition au Mali. La réussite de la transition est gage de soubassements solides et de racines solides pour le Mali nouveau. Les autorités actuelles de la transition ne sont issues d'aucun parti politique. Elles sont pour le Mali et pour la cause des maliennes et des maliens. Elles sont là et elles ont besoin de l'ensemble du peuple national pour les soutenir et les accompagner. Leurs forces, c'est nous! N'oubliez pas. Tout le monde a aspiré au changement, tout le monde veut le changement, le changement a ses contraintes et ses exigences auxquelles, il faut s'adapter et accepter. Cessons d'être des obscurantistes. Arrêtons les préjugements et soutenons ensemble les efforts des autorités de la transition.

Quand la communauté internationale décide

d'accompagner la transition pour instaurer une vraie démocratie au Mali, quand nous disons ici que nous aimons le Mali, alors voici l'occasion de changer depuis la racine. Voici le moment de rupture pour renaître avec des républicains et patriotes convaincus. Voici le moment de passage de flambeau de manière civilisée et respectueuse de nos valeurs culturelles. Voici le moment où les pères fondateurs de la démocratie au Mali vont nous faire confiance pour prendre leur relais. Jeunesse du Mali, l'heure est grave, mais le Mali est béni, le Mali est une grande nation, un bateau qui tangue mais qui ne se noiera jamais.

Ensemble, nous pouvons réussir la transition au Mali en 18 mois. Ensemble, nous pouvons redorer l'image de notre beau pays actuellement sous tous les projecteurs en Afrique et dans le monde. Ensemble apportons notre vraie énergie à la transition et en toute confiance. Le Mali nouveau naitra dans un drap solide, il grandira, il se mettra debout, il va marcher et courir pour toujours.

Chers femmes et hommes de médias du Mali et de sa diaspora,

Chers braves et vaillants jeunes du Mali et de sa diaspora,

Chers braves et vaillants femmes du Mali et



de sa diaspora,

Personnes âgées, leaders d'opinions, célébrités, artistes, stars, humoristes, écrivains, Joignez-vous à cette page patriotique et ce mouvement volontaire pour changer le Mali. Adhérez, proposez, à la page vos mots de sensibilisation, de mobilisation en vidéos et articles pour soutenir et accompagner la transition.

Vos œuvres avec signatures personnelles seront publiées sur la page.

Un groupe Whatsapp est aussi disponible au +22376465177 (Kassoum Coulibaly) et +22376269997 (Mamadou Camara)

Ensemble, réussissons la transition au Mali, oui c'est possible !

Bamako (Mali), le 2 janvier 2020 Signé par :

Mr Kassoum Coulibaly - 1er Administrateur de la page CVRT Mali

Mr Mamadou Camara Madou's - 2ème Administrateur de la page CVRT Mali



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS!



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tel.: (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax.: (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com



Nuit du réveillon à Bamako : La fête malgré tout

ne année s'achève, une nouvelle commence. Les Bamakois accueillent toujours le Nouvel an avec enthousiasme, même la conjoncture économique n'y peut rien. La nuit du réveillon, le thermomètre affichait une température plutôt clémente. Ce n'était pas le grand froid comme d'habitude. Sur la rive droite, au niveau de la Tour de l'Afrique, ce qui frappait à première vue, c'étaient le scintillement des jets de lumières et les guirlandes qui embellissaient le monument symbolisant l'unité africaine. « Stop coronavirus. Respectez les mesures barrières. Protégez-vous pour votre santé et pour celle des autres », pouvait-on lire sur une affiche géante sur un des pans du mur de clôture de l'édifice. Au départ, juste une poignée de fêtards était sur place. Mais curieusement, la foule grossissait au fur et à mesure que le temps passait. La liste de ceux qui portaient des masques pouvait contenir sur un ticket de métro. Les réveillonneurs ignoraient superbement la distanciation physique. « Je crois en

cette maladie. Mais qu'on se protège ou pas, on va mourir un jour », a expliqué le jeune O. Maïga, élégamment mis et en bonne compagnie. Le trentenaire est comptable dans une ONG de la place.

Quelques heures plus tard, aux environs de 23 heures, le Resto «La Parisienne» à Faladié arouillait de monde. Les clients se bousculaient aux portillons de l'établissement, mais pour emporter des commandes. «Jusque-là, nos clients viennent juste pour acheter et retourner chez eux», nous a confirmé un des serveurs accoudé au comptoir. Pourtant, des tables étaient bien rangées sur la terrasse avec une certaine distanciation. Mais elles étaient désespérément inoccupées parce que les clients avaient choisi d'emporter leurs commandes. Sur la rive gauche, c'était quasiment le même scénario. Fluide au départ, la circulation a été embouteillée au fur et à mesure que la nuit avancait. Le lot de fêtards aussi grossissait. Certains ont pris d'assaut les monuments de l'Indépendance et de la

Paix pour immortaliser ces instants de joie et être témoins, selon eux, du passage dans le Nouvel an.

Devant les restaurants «Relaxe», «Ibiza club» et «Complexe Byblos», ce n'était pas la grande affluence. Quelques couples débarquaient de luxueuses voitures ou arrivaient en motos. Ces tourtereaux marchaient bras dessus bras dessous et entraient à l'intérieur de ces restaurants pour s'empiffrer, avant de ressortir au bout d'une heure voire moins. Contrairement à ce couple, d'autres ont choisi de fêter à la maison. «J'attends mes amis qui doivent arriver incessamment. Nous n'irons nulle part ce soir. Surtout avec la Covid-19, il vaut mieux être prudent. Nous avons choisi de fêter à la maison», expliquait Olivier, un Béninois, assis devant la porte d'une villa cossue à Hamdallaye ACI 2000.

Des policiers étaient présents à certains carrefours pour réguler la circulation. Le vrombissement des moteurs et les coups de klaxon se faisaient entendre un peu partout. Mais de part et d'autre des deux rives de la Cité des Trois Caïmans, les gens ont réveillonné mais dans un calme relatif et ignorant totalement les mesures barrières contre la Covid-19.

Mohamed TRAORÉ



Fin de l'année 2020 : Le message de nouvel an 2021 de Karim Wade

Chers compatriotes,

Alors que s'achève une année très éprouvante et que de nombreuses difficultés continuent d'assaillir votre quotidien, je souhaite, du fond du cœur, que 2021 apporte à chacune et à chacun de vous, à tous vos proches, réconfort et espérance. Je formule également des vœux chaleureux de prompt rétablissement à l'endroit des malades et des prières ardentes pour le repos de l'âme de celles et ceux qui ont été arrachés à notre affection au cours de cette année. Puisse cette nouvelle année permettre à notre pays de vaincre la terrible crise sanitaire qui le frappe depuis presqu'un an.

Vous avez été nombreux à me questionner sur l'opportunité de la contribution personnelle que j'ai tenu à apporter au Gouvernement pour lutter contre le coronavirus, alors que les autorités sénégalaises n'ont cessé de violer mes droits les plus élémentaires depuis 2012.

Je comprends vos interrogations, compte tenu des campagnes de dénigrement dont j'ai été victime, de ma détention arbitraire durant trois ans, de mon exil forcé, du refus systématique d'appliquer les décisions de la justice internationale condamnant l'État et de la négation de mon droit à être pleinement reconnu comme un citoyen sénégalais.

Toutefois, malgré cet acharnement, je suis convaincu que, dans la situation exceptionnelle traversée par notre pays, nous devons faire l'économie de nos ressentiments quand les vies de nos compatriotes sont en jeu et participer à l'effort collectif de la Nation en lutte contre la pandémie COVID-19.

C'est tout le sens de mon engagement politique, comme me l'a enseigné le Président Abdoulaye WADE pour qui «la valeur suprême est



d'être toujours au service de son pays».

Je rappelle à mes frères et à mes sœurs du Parti Démocratique Sénégalais que nous avons un héritage à défendre et une histoire à poursuivre en restant à l'écoute des aspirations profondes de notre peuple, dans le respect de nos convictions, sans jamais transiger sur les principes qui sont les fondements de la morale en politique.

Dévastés en 2020 par une crise économique, sociale et sanitaire sans précédent, les Sénégalais attendent des mesures concrètes, immédiates et fortes : vaincre le coronavirus, relancer l'économie, répondre aux angoisses de centaines de milliers de jeunes dont le seul espoir est de quitter leur pays où ils n'ont plus de destin.

Comme toujours, le Chef de l'Etat Macky SALL a déçu les attentes des Sénégalais. Il n'a même pas été capable de respecter ses promesses sur une gestion «sobre et vertueuse». Il est resté inerte et silencieux, notamment sur la vingtaine de dossiers de corruption transmis par l'OFNAC au procureur de la République.

Par ailleurs, la CREI juridiction d'exception, réactivée en 2012 exclusivement pour tenter de m'anéantir politiquement est à l'arrêt depuis plus de six ans. Les magistrats qui la composent ont perdu tout sens de l'honneur et de l'impartialité et n'ont instruit aucun autre dossier depuis.

L'état des libertés publiques est tout aussi dégradé. L'année 2020 a été marquée par des violations systématiques des droits humains, notamment les arrestations répétées d'activistes parmi lesquels Assane DIOUF, Guy Marius SAGNA et Adama GAYE qui a été contraint à l'exil pour avoir dénoncé la mauvaise gestion de nos ressources naturelles.

Face à ces graves dérives, face aux nombreuses autres violations des libertés fondamentales, d'association, de réunion, de manifestation, d'opinion, d'expression, et bientôt à l'interdiction pour les Dakarois d'élire leur maire, l'unité de tous les démocrates s'imposera comme une évidence.

Dans la bataille pour la restauration de l'État de droit, le PDS doit être en première ligne. C'est dans l'union que nous ferons reculer Macky SALL et son clan pour que le Sénégal redevienne un modèle de démocratie et de respect des droits de l'homme en Afrique.

En 2021, la priorité pour le PDS sera de renforcer son socle électoral, de renouveler démocratiquement ses instances et de bâtir un programme audacieux démontrant que nous sommes la seule alternative sérieuse et crédible à la politique désastreuse du régime. La nouvelle année marquera, j'en suis convaincu, une étape décisive dans la reconquête du pouvoir. Je rappelle au Gouvernement que la démocratie exige le respect du calendrier électoral, un fichier électoral consensuel et l'exercice du droit de vote sans restriction et sans discrimination.

À toutes celles et à tous ceux qui veulent un autre Sénégal, démocratique, ambitieux et panafricaniste, je tiens à dire que notre unité et notre détermination permettront, dès les législatives de 2022, de progresser dans la reconstruction d'un Sénégal réconcilié avec lui-même, garantissant la démocratie, les libertés publiques et l'indépendance de la justice, et ouvrant à notre jeunesse de nouvelles raisons de croire en leur pays et de le servir avec enthousiasme et vigueur.

Je ne saurais terminer sans adresser mes plus vifs remerciements à mes chers frères et sœurs militants, responsables et sympathisants du PDS, aux responsables des mouvements de soutien pour leur engagement et fidélité sans faille à notre parti. Je salue la mobilisation et la discipline dont vous avez fait montre pour mener à bien les objectifs assignés par notre Secrétaire général national, Me Abdoulaye WADE. Meilleurs vœux,

DEWENATI à tous, Bonne et heureuse Année 2021 ! Vive le Sénégal ! Vive l'Afrique !

Togo: Le journaliste Carlos Kétohou toujours détenu, sa méthode d'interpellation fait réagir

Le directeur de publication de l'hebdomadaire togolais « Indépendant Express» Carlos Kétohou est toujours gardé dans les locaux du service central des recherches et d'investigations criminelles (SRCIC). Carlos Kétohou avait une convocation à laquelle il devait répondre le lendemain matin. Il a été nuitamment interpellé et emmené à la brigade antigang de la gendarmerie. Depuis la polémique, s'enfle sur cette façon d'interpeller les citoyens.



arlos Kétohou a passé la Saint-Sylvestre, sa troisième nuit, dans les locaux du service central des recherches et d'investigations criminelles de la gendarmerie. Selon le procureur de la République, Blaise Essolizam Poyodi, Carlos Kétohou est entendu à la gendarmerie pour répondre d'un article qu'il a publié à la une de son journal, le 29 décembre.

Il avait été nuitamment interpellé mardi, alors qu'il avait une convocation du SRCIC à laquelle il devrait répondre le lendemain. Une interpellation dénoncée par les organisations de presse, la société civile et des partis politiques. La section togolaise de l'Union pour la presse francophone s'indigne de la méthode. L'Observatoire togolais des médias et plusieurs

organisations professionnelles et syndicales des médias dans un communiqué conjoint critiquent le rôle joué par les éléments noctambules armés pour procéder à l'interpellation du directeur de publication, un rôle sorti du cadre légal, et demandent sa libération.

Les partis politiques ne sont pas en reste. L'Alliance nationale pour le changement condamne la volonté affichée du pouvoir de museler la presse privée, les partis politiques et les organisations de la société civile par des intimidations ; Synergie-Togo estime que cette arrestation sans mandat constitue une grave violation des droits du journaliste.

Source: RFI



Situation actuelle du football malien : Les mêmes causes produisent les mêmes effets

Le Football malien, de façon sempiternelle, de l'avènement douloureux de Monsieur Boubacar Baba Diarra à ce jour, ne connaît qu'une gestion chaotique et erratique. Le souci, pourtant clamé à satiété et sur tous les toits, en réalité, n'est pas, n'est plus et n'a jamais été la défense prétendue du football malien encore moins l'avenir des jeunes footballeurs maliens.

A quoi, depuis pratiquement dix ans, assistons-nous?

ux tripatouillages des textes, aux mensonges, à la corruption, aux vols, à la division des acteurs pour régner, au favoritisme, à la politisation effrénée de la sphère du football... Et que de paroles d'honneur données et de promesses, la main sur le cœur, non tenues et non respectées quand, pourtant et cependant, nous revendiquons fièrement d'être les descendants des fondateurs des grands empires et royaumes. Ceux-là, ces fondateurs mettaient un honneur à respecter leur parole donnée, c'étaient les vrais « KAN-KELÉ TIGUI » . Pour preuves de nos dires, que n'a-ton pas vu, souffert et dénoncé par voie de

presse depuis l'arrivée surprise et rocambolesque de l'actuel Comité Exécutif et de son Président, Mamoutou Touré, plus connu sous le sobriquet de »Bavieux », à la tête de notre football. Le Tribunal Arbitral du Sport (TAS), dans son Ordonnance du 23 Décembre 2020, conformément à l'article R37 du Code de l'arbitrage en matière de sport, décide que: je cite: « Ordre est donné à la Fédération Malienne de Football (FEMAFOOT) de suspendre la tenue de l'Assemblée générale, prévue le 27 Décembre 2020 jusqu'au prononcé de la sentence ou tout autre acte mettant fin à la présente procédure».

Qu'est-ce à dire?

En simple, que l'Assemblée générale ordinaire, préparée, en dépit de tout bon sens, à coût de millions de nos francs, est convoquée par le Comité Exécutif de la FEMAFOOT en violation de tous les textes y dédiés. Ainsi, l'érection du Secrétariat de la FEMAFOOT en Commission électorale et de recours est d'une illégalité dépassant tout entendement. En effet, comment des individus, par vous, recrutés et rémunérés, peuvent-ils, en bonne conscience, assurer la police des élections futures auxquelles vous êtes, vous-mêmes, partie prenante ? Ce qui est incroyable, inimaginable, inacceptable et contraire à tout bon sens en d'autres lieux et sous d'autres cieux. La question qui taraude les esprits est : ce Secrétariat à la solde peutil, très honnêtement, être impartial? Une telle décision saugrenue a fait l'objet de plainte au niveau du TAS de la part du Collectif des Liques, Clubs et Associations Majoritaires (C.L.C.A.M) de la FEMAFOOT. L'autre problème, qui fait l'objet d'un litige irrésolu, est relatif à la 22è journée du Championnat national, qui a aussi et également fait l'objet d'une plainte en bonne et due forme au niveau du TAS. A ce stade, c'est le refus de la Commission Centrale de Discipline de statuer, après sa saisine par le Collectif, sur les litiges ayant émaillé cette

« SPORT »

fameuse journée de Championnat. Ce refus catégorique de trancher des questions pendantes de validation de matchs à la suite de problèmes qualifiés par la FEMAFOOT, elle-même, de forfait est tout aussi incompréhensible. Mais le yoyo fait par le Comité Exécutif au niveau du TAS est d'une effarante tristesse ; affirmer, en effet, devant le TAS que le Collectif n'a pas épuisé les voies de recours nationales quand c'est plutôt un refus obstiné de statuer sur la question est particulièrement sidérant et fait froid dans le dos au regard des responsabilités qui doivent être nôtres dans la gestion des affaires publiques. Nonobstant la foultitude de correspondances, à lui, adressées par le Collectif, le Comité Exécutif, devant la pertinence des arguments usités par le Collectif, comme à son habitude, a voulu passer en force afin d'entériner en assemblée générale sa gestion anachronique du football malien par l'organisation d'une Assemblée générale ordinaire sans aucun véritable fondement juridique.

Autres faits et actes posés par le C.E de la FEMAFOOT

Dans la perspective de s'octroyer, en dépit des textes, une majorité mécanique, le Comité Exécutif a ourdi, avec certains de ses membres et d'autres quidams inconnus au bataillon du football, un vaste complot aux fins de déstabilisation de la Lique Régionale de Football de Ségou, dirigée par Monsieur Mamadou Sow, dont le mandat court encore jusqu'en Août 2022. Ce qui est un très mauvais souvenir pour les acteurs sérieux et honnêtes du football malien, puisque les observateurs avaient imaginé que cette pratique était révolue à jamais depuis l'ex-Comité Exécutif dirigé par Baba Diarra. Aujourd'hui, repenser à re-usiter un tel scénario ubuesque relève d'une méprise grossière même si ce sont les mêmes membres de l'ancien Comité exécutif qui ont été reconduits aux postes où ils exerçaient déjà si mal et de façon médiocre auparavant. D'autre part, une importante question demeure entière et doit faire l'essentiel et constituer l'essence de la future sentence du TAS. En effet, toutes les six Commissions » Indépendantes » prévues dans les nouveaux textes votés en assemblée, devant être mises en place par voie d'élections au même titre que le Comité Exécutif, ont été nommées par le président du Comité Exécutif

et son bureau alors qu'il revient aux membres indépendants issus des élections de procéder au contrôle du C.E dans toutes ses activités administratives, financières et sportives. Quand, de surcroît, ces membres dits » indépendants » se voient allouer par l'organe de nomination des rémunérations, en principe, interdites par nos textes, où est donc, dès lors, leur supposée indépendance ? Sur un autre plan, notre incompréhension est également liée au silence assourdissant des autorités en place. Ainsi, nous rappelons que la Direction Nationale des Sports et de l'Education Physique a convoqué et écouté les parties à cette crise et a produit un Rapport, à cet effet, dont les conclusions n'ont jamais recu un début d'exécution. Quant à la tenue de l'Assemblée générale, les textes adoptés et imposés au forceps par l'entremise de Mr Veron Omba Mosengo, représentant de la FIFA, ont prévu la mise en place de la Lique professionnelle et de la lique de football féminin ; toutefois, en attendant l'effectivité d'une telle décision, les mesures transitoires stipulent que les dix premiers du Championnat ont droit de participer à l'Assemblée générale et d'y voter. Cependant, le Comité Exécutif, dans sa quête obsession-





nelle de se donner une majorité mécanique, fonce, contre vents et marées, comme un éléphant dans un magasin de porcelaine, et attribue illégalement des voix à tous les vingt-trois clubs ayant participé au dernier championnat 2019-2020; ce qui, en fait et en droit, constitue en soi une flagrante violation de nos propres textes. Cette autre violation, un des maillons du chapelet de violations répétées, a aussi et également fait l'objet d'une plainte au niveau du TAS. Par ailleurs, et pour la bonne bouche, nous insistons en attirant l'attention sur les trois mois de la gestion financière de l'actuel Comité Exécutif qui n'ont fait l'objet d'aucun compte-rendu, ni d'aucune reddition qui est l'un des principes majeurs en matière de gestion des affaires sportives, actuellement. Enfin, nous pouvons, en bonne intelligence, affirmer et notifier aux amoureux du football malien que les conséquences de telles violations et pratiques entêtées de l'actuel Comité Exécutif pourraient conduire à un désastre certain : l'impossibilité de financer le prochain championnat ; l'impossibilité d'organiser le prochain championnat; l'éventualité d'annuler le dernier championnat ; la lancinante question des clubs montés en première division (D1) et la situation confuse des clubs relégués en division 2 (D2) et j'en passe...

Eviter d'ajouter le désordre au « bordel »

Face à cet éternel recommencement, par les mêmes individus, agissant avec les mêmes méthodes, le Collectif des Ligues, Clubs et Associations Majoritaires de la FEMAFOOT souhaite sportivement et sincèrement que les camps et les clans (les termes sont du Président actuel du Comité Exécutif) désarment leurs esprits afin de ne pas ajouter le désordre au « bordel » issu de la gestion actuelle de notre football. Que chacun, en son domaine et secteur, s'assume, étant entendu que s'assumer pour le Collectif veut dire et signifie que tout un chacun accepte et fasse l'effort de lire et/ ou de relire intelligemment les textes régissant le football malien ou bien de se les faire expliquer en toute neutralité afin que la vérité soit et que définitivement, nous quittions les camps et les clans pour le bonheur de notre football national. Nul au Collectif n'a rien

contre le Comité Exécutif. Au Collectif, nous sommes des dirigeants de clubs et n'avons comme premiers soucis que la bonne marche de nos clubs par saison, la promotion du football malien par passion et l'avenir des jeunes footballeurs par responsabilité assumée depuis déjà belle lurette. Aussi, nous en appelons à la convivialité, la vraie et non celle mièvre et ennuyeuse. Voilà, pourquoi nous nous garderons ici d'évoquer et de faire cas, entre autres, des impairs de gestion quotidienne du C.E actuel liés, d'une part, à l'élimination récente à Dakar des jeunes footballeurs maliens pour cause de coronavirus mal testé et, d'autre part, du problème, toujours pendant, du « dopage » de deux de nos meilleurs internationaux A au retour dans leur club professionnel après le match international du Mali à Windhoek, en Namibie.

Président du C.L.C.A.M Ancien Ministre, Officier de l'Ordre National Source : l'Indépendant

< HOROSCOPE >>



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous pourriez abandonner facilement, si vous vous écoutiez, seulement, quelque chose vous dit, que vous ne devez pas lâcher. Vos supérieurs vantent vos mérites. Prendre leurs compliments comme un vrai booster devrait flatter votre ego!

Le climat est propice à une nette amélioration financière. Vous commencez enfin à voir le bout du tunnel, dans un coin de votre tête, les nouveaux projets s'invitent. On peut dire que vous avez de la suite dans les idées, cher Bélier!



Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous aurez du travail par-dessus la tête et des échéances difficiles à tenir. En plus, vos appuis manqueront de fiabilité et les conflits à gérer s'accumuleront. Il n'y aura rien d'insurmontable, malgré tout. Concentrez-vous sur ce qui avancera

Pluton au carré de votre signe vous conseillera d'être rigoureux. Pointez vos relevés de comptes, vérifiez que vous êtes à jour dans toutes vos factures, revoyez à la baisse certains postes de dépenses. Il sera temps de modifier certaines de vos dispositions.



Taureau (20 avril- 19 mai)

La situation est difficile, votre humeur perturbe les relations professionnelles. Des imprévus risquent de venir vous contrarier fortement, et votre réaction pourrait s'avérer démesurée. Modérez vos ardeurs au maximum, au risque de surprendre vos collègues!

Prudence, des excès en tout genre risquent de se produire! Le mauvais aspect Lune/Jupiter vous amène beaucoup d'insouciance, et vous pousse à commettre de folles dépenses. Reprenez vite le contrôle, vous risquez un appel de votre banquier!



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un changement professionnel s'annonce. Vous avez l'occasion de pouvoir vous épanouir dans un secteur que vous avez choisi tout en gardant du temps pour vous et pour vos activités extra-professionnelles. Vous pouvez opter pour le télétravail

Cher natif, vous n'avez pas d'autres options, que celle de prendre en main vos finances. Vous ne pourrez pas dire que vous n'étiez pas prévenu. Si vous attendez qu'un bon plan ou une rentrée d'argent vous tombe dessus, ce n'est pas pour aujourd'hui.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous progresserez avec assurance dans votre vie professionnelle. Votre autorité, dopée par Mars en Verseau, deviendra naturelle et sera votre meilleure alliée. Vos idées auront des suffrages et vous n'aurez aucun mal à vous rallier les bonnes volontés.

Depuis un secteur astral en charge de votre argent, Jupiter confortera cet équilibre financier auquel vous aspirerez. Certes, vous ne serez pas en mesure de tout régler, mais vos initiatives engagées dans cette optique commenceront à porter leurs fruits.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Une avancée considérable vous donne l'occasion de faire de nouveaux projets professionnels. Vous pourriez recevoir une augmentation de salaire en récompense de tous les efforts que vous avez fournis ces dernières semaines. On vous fait confiance.

De nouveaux projets prometteurs pourraient vous faire gagner beaucoup d'argent. On vous contacte pour mettre en place un plan de financement. Votre envie de partir à la conquête de pistes encore inexplorées éveille votre curiosité



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Dans la vie professionnelle, ça bouge aujourd'hui. Des turbulences sont annoncées, de quoi vous donner le tournis. Entre nouvelles propositions de travail, possibilité de changement de poste et revalorisation du salaire, il s'en passe des choses!

Vous avez sûrement des objectifs financiers ambitieux, seulement vous avez encore de la difficulté à trouver des appuis, pas de panique, cher Cancer, tout vient à point à qui sait attendre. Votre jour de gloire va forcément arriver!



Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Votre ténacité et votre sérieux portent leurs fruits, vous excellez professionnellement! Les relations avec vos collègues sont parfaites, la confiance et le respect sont bien présents, votre loyauté et votre sincérité sont appréciées. Un sans faute!

L'attention est requise aujourd'hui concernant vos finances! Jupiter n'aide pas aux économies ni aux restrictions, bien au contraire! Vous êtes tenté de dépenser plus que vous ne voudriez, gare aux excès! Soyez vigilant avec votre porte-monnaie.



Lion (22 juillet - 23 août)

Dans la vie professionnelle, ça bouge aujourd'hui. Des turbulences sont annoncées, de quoi vous donner le tournis. Entre nouvelles propositions de travail, possibilité de changement de poste et revalorisation du salaire, il s'en passe des choses!

Vous avez sûrement des objectifs financiers ambitieux, seulement vous avez encore de la difficulté à trouver des appuis, pas de panique, cher Cancer, tout vient à point à qui sait attendre. Votre jour de gloire va forcément arriver!



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au travail, autant vous dire ou plutôt annoncer à vos collègues qu'on ne vous verra pas souvent lever le nez de vos dossiers. Travailleur infatigable et déterminé à tout boucler avant la fin de la journée, il sera difficile de communiquer avec vous.

Mercure dans votre secteur argent vous fera souffrir en compliquant le déroulement de vos démarches financières. Vous n'aurez pas de réponses à vos demandes et lorsque vous en recevrez une, votre interlocuteur n'aura pas les compétences pour vous guider.



Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous pourriez voir vos desseins professionnels qui tardent à se réaliser, voire même être annulés. Mais heureusement, vous regorgez d'idées et repartez sur d'autres projets qui vous tiennent à coeur, et proposez vos ébauches, qui séduisent, comme toujours.

Attention, les excès en tout genre sont là ! Et les dépenses ne font pas exception. Vous, si économe, avez tendance aujourd'hui à ne pas compter, alors soyez prudent et restez terre-à-terre ! Ne vous lancez pas dans de folles aventures monétaires !



Poisson (19 février - 21 mars)

Une belle concentration vous permet de finaliser un projet. Même si vous n'êtes pas très à l'aise avec les compliments, votre hiérarchie vous félicite. Vous avez envie d'exploiter votre sens créatif, alors, faites-vous plaisir, cher Poissons. Vous profitez des conseils et de la bienveillance de vos proches, vous êtes à jour, vous vous acquittez de vos obligations, vous épargnez, tout vous semble facile. Vous avez l'opportunité et l'avantage d'améliorer considérablement vos revenus.



REJOIGNEZ L'AVENIR



MALITEL C'EST MOOV AFRICA